

Israël hors la loi selon Trudeau

En affirmant, le 7 mars dernier, que la « poursuite des colonies illégales » israéliennes était « improductive », le premier ministre Justin Trudeau opère un changement de cap à 180 degrés dans les relations du Canada avec l'État d'Israël. Alors que le Canada de Stephen Harper était devenu le soutien le plus enthousiaste d'Israël à travers le monde, la déclaration de Justin Trudeau remet les pendules à l'heure en rappelant que le gouvernement israélien agit bel et bien en totale infraction du droit international avec ses quelque 500 000 colons installés illégalement dans les territoires palestiniens. Depuis sa création en 1948, Israël n'a cessé de défier l'ONU et les traités internationaux. On compte en effet par centaines les résolutions de l'ONU ignorées par Israël. Aucun état au monde n'aurait pu agir ainsi sans

encourir de lourdes sanctions. Si l'État d'Israël a pu se moquer ainsi du droit international, c'est grâce à de puissants appuis, dont les États-Unis, et le Canada à partir de l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper en 2006. La récente déclaration du premier ministre Trudeau laisse croire que la situation pourrait évoluer. En remplaçant le Canada dans un rôle de promoteur du droit international, plutôt qu'en prenant aveuglément parti pour l'un des deux protagonistes, Justin Trudeau vient de mettre la table pour que le Canada joue un rôle central dans la résolution de ce conflit qui perdure depuis près de 70 ans. Il pourrait aussi rappeler qu'il y a des solutions à ce conflit et qu'elles sont connues depuis longtemps: 1) le retrait de l'armée israélienne des territoires palestiniens; 2) l'arrêt de la colonisation par Israël des territoires

palestiniens; 3) le retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres ou leur juste compensation. La route est probablement encore longue avant un partage équitable du territoire et l'instauration d'une paix durable et sincère entre Israéliens et Palestiniens. Mais quand le gouvernement israélien sera prêt (ou contraint) à négocier de bonne foi, il trouvera probablement un interlocuteur palestinien aussi disposé que lui à régler cette vieille querelle qui déstabilise tout le Moyen-Orient. Il faut donc maintenir la pression. En ce sens, la déclaration de M. Trudeau, conforme au droit international et en phase avec la majorité des pays membres de l'ONU, est un pas dans la bonne direction.

Jean-Marc Lord

Directeur général

Comité de Solidarité

Trois-Rivières